



Pour diffusion immédiate : 23/06/2023

GOUVERNEURE KATHY HOCHUL

**À LA VEILLE DE LA DATE ANNIVERSAIRE DE LA DÉCISION DOBBS, LA  
GOUVERNEURE HOCHUL SIGNE UNE LOI RENFORÇANT L'ACCÈS AUX SOINS  
DE SANTÉ GÉNÉSIQUE**

***La loi (S.1066B/A.1709B) garantit que les prestataires de New York peuvent prescrire des médicaments destinés à l'avortement et fournir des soins de santé reproductive par le biais de services de télésanté aux patients dans les États où les services d'avortement sont interdits ou restreints***

***Renforce la loi actuelle signée par la gouverneure Hochul en 2022 pour protéger les prestataires de soins de santé de New York qui fournissent des services d'avortement et de santé reproductive à des patients hors de l'État se trouvant physiquement à New York***

La gouverneure Kathy Hochul a signé aujourd'hui une loi (S.1066B/A.1709B) visant à renforcer l'accès aux soins de santé reproductive et à protéger les patientes et les médecins qui ont besoin de soins d'avortement par le biais de services de télémédecine. Cette loi élargit la législation actuelle afin de garantir que les médecins, les prestataires médicaux et les facilitateurs de l'État soient en mesure de fournir des services de télésanté à des patients en dehors de New York sans crainte de litiges dans les États où les services d'avortement sont interdits ou limités.

« Nous assistons à une régression scandaleuse du droit des femmes dans ce pays à mesure que l'accès à l'avortement est restreint dans les États du pays », **a déclaré la gouverneure Hochul.** « À New York, nous restons déterminés à faire en sorte que l'avortement reste sûr, accessible et légal. Cette loi permettra à un plus grand nombre de femmes d'accéder à l'avortement médicamenteux et aux soins reproductifs en garantissant que nos prestataires de soins de santé puissent fournir des services de télémédecine à des patients en dehors de l'État sans craindre de répercussions juridiques ou professionnelles. Avec ce projet de loi, New York continue de lutter contre les lois restrictives sur l'avortement et aide davantage de personnes à accéder aux soins dont elles ont besoin ».

La législation (S.1066B/A.1709B) contribuera à garantir que davantage de femmes puissent accéder aux soins de santé génésique et aux services d'avortement en interdisant aux forces de l'ordre de l'État de coopérer dans des procès à l'encontre des

médecins de New York qui utilisent des services de télésanté pour prescrire des avortements médicamenteux ou fournir des soins de santé génésique à des personnes dans des États où il existe des restrictions en matière d'avortement. Elle permet également de s'assurer que les prestataires qui se conforment à leur pratique ne soient pas exposés à des sanctions professionnelles de la part des compagnies d'assurance contre la faute professionnelle médicale pour avoir fourni ces services de télésanté reproductive à des patients situés en dehors de l'État. Cette loi élargit la loi actuelle que la gouverneure Hochul [a signée](#) en juin 2022 pour protéger les fournisseurs de soins de santé de New York des avortements lorsqu'une patiente hors de l'État est physiquement présente dans l'État de New York.

**James McDonald, commissaire du Département de la santé de l'État de New York, a déclaré :** « Cette loi protégera les prestataires de soins de santé dans leur pratique de la médecine et dans la prise en charge des besoins médicaux de leurs patients. Cette protection est un élément fondamental du rôle de médecin. Je remercie la gouverneure Hochul pour le leadership dont elle a fait preuve dans ce dossier et pour avoir fait ce qu'elle pouvait pour que l'avortement reste sûr, accessible et légal dans l'État de New York ».

**La chef de la majorité, Andrea Stewart-Cousins, a déclaré :** « New York ne restera pas les bras croisés alors que les droits de la femme sont réduits à néant autour de nous. Notre État est depuis longtemps un havre de paix pour les personnes en quête de protection, et la loi sur le bouclier (Shield Act) offre une protection nécessaire aux médecins qui fournissent des soins de santé génésique essentiels aux femmes dans tout le pays. Je tiens à remercier la sénatrice Shelley Mayer d'avoir parrainé cette loi dans notre chambre et de veiller à ce que l'État de New York fasse tout ce qui est en son pouvoir pour lutter contre ces effroyables atteintes au droit à l'avortement. Un an après l'annulation de l'arrêt Roe, je voudrais également remercier la gouverneure Hochul d'avoir agi rapidement en signant ce projet de loi qui garantit ces protections ».

**Shelley Mayer, sénatrice de l'État de New York, a déclaré :** « Il s'agit d'un nouveau moment historique dans le rôle de leader national que joue l'État de New York dans la protection du droit aux services de santé génésique, y compris l'avortement. En signant ce projet de loi aujourd'hui, la gouverneure Hochul montre une fois de plus la voie à suivre au niveau national dans ce domaine. Cette loi autorise les prestataires de soins de santé new-yorkais agréés, conformément à la loi new-yorkaise, à fournir des services de télésanté et à prescrire des avortements médicamenteux à des femmes vivant en dehors de l'État de New York. Je tiens à exprimer ma gratitude aux prestataires, aux défenseurs, aux experts juridiques et aux collègues législateurs, en particulier à ma partenaire Karines Reyes, membre de l'Assemblée, à Carl Heastie, président de la Chambre des représentants, et à Andrea Stewart-Cousins, leader audacieuse de la majorité au Sénat, qui ont œuvré à l'élaboration d'un modèle national dans le cadre de cet effort. Nous nous battons, et ne reculons devant rien, pour défendre les droits qui nous ont été volés lors de l'annulation de l'arrêt Roe v. Wade. Merci à tous ceux qui ont rendu possible cette journée historique ».

**Karines Reyes, RN, membre de l'Assemblée, a déclaré :** « En tant que professionnelle de la santé, j'applaudis la gouverneure Hochul pour avoir signé mon projet de loi visant à protéger pleinement les fournisseurs d'avortements utilisant la télémédecine. Je reste profondément préoccupée par les efforts déployés par les militants anti-choix pour affaiblir la capacité des médecins à prendre soin de leurs patients de manière adéquate et pour compromettre la liberté d'action des patients sur leur propre corps. Ces projets de loi anti-choix ont un impact négatif considérable sur la santé et le bien-être des patients et l'État de New York refuse de s'y soumettre ».

**Ann Kurth, présidente de l'Académie de médecine de New York (New York Academy of Medicine), a déclaré :** « La protection des prestataires de soins de santé génésique est une étape essentielle pour garantir aux patients un accès permanent à des soins de qualité. Nous sommes ravis de participer à ce moment historique en soutenant les efforts de la gouverneure Hochul, qui veille à ce que l'État de New York conserve son rôle de leader en matière d'accès équitable aux soins de santé génésique ».

**Le Dr Linda Prine, cofondatrice d'ACT Access et membre de l'Académie des médecins de famille de l'État de New York (NYS Academy of Family Physicians), a déclaré :** « Je salue avec enthousiasme la signature de la loi sur le bouclier de télémédecine, qui me permet, ainsi qu'à d'autres prestataires de soins de santé de l'État de New York, de fournir des soins d'avortement médicamenteux aux personnes qui en ont besoin au-delà des frontières de l'État, en utilisant ma licence médicale de l'État de New York. Je remercie sincèrement la gouverneure Hochul d'avoir signé cette loi historique, qui n'aurait pu voir le jour sans le courage et l'endurance des auteurs du projet de loi, la sénatrice Mayer et la représentante de l'Assemblée, Mme Reyes. Je suis très fière que mon État ait fait preuve d'humanité pour lutter contre la cruauté que représentent les interdictions d'avortement dans l'ensemble des États-Unis, grâce à cette mesure ».

Dans le cadre du budget de l'exercice 2024, la gouverneure Hochul [annonce](#) des actions majeures pour protéger l'accès à l'avortement et consolider le statut de New York en tant que lieu de refuge pour toutes les personnes qui cherchent à obtenir des soins en matière d'avortement. Le budget augmente les taux de remboursement de Medicaid afin d'améliorer l'accès à l'avortement à New York, met en place des protections supplémentaires des données pour les patientes qui recherchent des soins de santé génésique, exige que les assureurs privés couvrent l'avortement médicamenteux lorsqu'il est prescrit hors RCP pour l'avortement, et alloue 100,7 millions de dollars de nouveaux fonds pour soutenir les prestataires de services d'avortement et les soins de santé génésique.

En mai 2023, la gouverneure Hochul [a signé](#) une loi autorisant les pharmaciens à délivrer des contraceptifs en vente libre, ainsi qu'un projet de loi visant à garantir que tous les collèges et universités publics des systèmes SUNY et CUNY offrent un accès à l'avortement médicamenteux. En avril 2023, la gouverneure [a annoncé](#) des mesures importantes pour protéger l'accès à l'avortement médicamenteux à New York.

Au début de l'année, la gouverneure Hochul a annoncé l'octroi de plus de 1,68 million de dollars de subventions dans le cadre du programme [Programme de renforcement des centres de santé reproductive de l'État de New York](#) (New York State's Securing Reproductive Health Centers Program), qui contribue à garantir un accès sûr aux services de santé génésique et d'avortement dans l'ensemble de l'État. Ce financement faisait partie d'un engagement de [35 millions de dollars en 2022 pour l'ensemble de l'État](#), destiné à renforcer le système de santé génésique de New York à la suite de l'arrêt *Dobbs*.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418

[SE DÉSABONNER](#)